



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

XPO TANK CLEANING SUD FR

Impasse de Grèce - Ilôt 384
13127 Vitrolles

Références : PLB/SS-D-2025-0125
Code AIOT : 0006400029

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2024 dans l'établissement XPO TANK CLEANING SUD FR implanté Impasse de Grèce - Ilôt 384 ZAC de l'ANJOLY 13127 Vitrolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été couplée avec un contrôle inopiné relatif aux effluents aqueux missionné par la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XPO TANK CLEANING SUD FR
- Impasse de Grèce - Ilôt 384 ZAC de l'ANJOLY 13127 Vitrolles
- Code AIOT : 0006400029
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Station de lavage de camions citernes industriels autorisée par arrêté préfectoral du 4 avril 2005 modifié.

Thème de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 4.3.7 Annexe 1 - Arrêté ministériel du 02/02/1998 articles 32, 33 et 34	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractère inopiné du contrôle	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
2	Accréditation des organismes ou laboratoires extérieures	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II et III	Sans objet
3	Configuration des points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Accessibilité des points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
5	Suivi des rejets et autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats du contrôle inopiné des rejets aqueux au titre de l'année 2024 ainsi que l'autosurveillance de l'exploitant sur l'année 2024 ont montré des dépassements sur plusieurs paramètres (AOX, DBO₅, DCO et Azote global).

Compte-tenu de ces constats, un arrêté de mise en demeure est proposé au Préfet des Bouches-du-Rhône en application du L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractère inopiné du contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores.
Constats : Le contrôle inopiné s'est déroulé normalement. L'exploitant n'était pas informé en amont. Le jour du contrôle le fonctionnement de l'installation de lavage de citernes est normal. A noter que les rejets ne sont pas réguliers sur la journée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accréditation des organismes ou laboratoires extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Administratif
Prescription contrôlée : En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Le groupe XPO a conclu un accord cadre avec EUROFINS, accrédité pour le prélèvement et l'analyse des rejets aqueux (Accréditation essais 1-7086 Site d'Aix-en-Provence). Le service QSE (siège) est en charge de vérifier les diverses accréditations nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Configuration des points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – suivi des points de rejet
Prescription contrôlée : Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : Lors du contrôle inopiné au titre de l'année 2023, il avait été identifié un problème de dimensionnement de la canalisation en aval du canal Venturi. Des travaux ont été réalisés début 2024, le diamètre de la canalisation actuelle est adapté. D'après l'exploitant, le dispositif est régulièrement entretenu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accessibilité des points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – suivi des points de rejet
Prescription contrôlée : Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'accès au point de rejet est facile. Un escabeau a été mis à disposition par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi des rejets et autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – suivi de la qualité des rejets
Prescription contrôlée : Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58 et 60 dans des conditions représentatives.
Constats : Le point de mesure est équipé des appareils permettant les mesures de pH, débit et température.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 4.3.7 / Arrêté ministériel du 02/02/1998, articles 32, 33 et 34
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Les valeurs limites admissibles et les modalités de suivi des rejets sont fixées en annexe 1 au présent arrêté. Annexe 1:

N° du point de rejet	1 (eaux industrielles)		3 (eaux pluviales)	
	Autosurveillance	Contrôle externe	Autosurveillance	Contrôle externe
Paramètre	Débit			
Valeur limite *	200 m³/j			
Critères de surveillance				
Mesure	Continue	Continue		
Fréquence	Tous les jours	Tous les jours		
Paramètre	Ph		pH	
Valeur limite *	Entre 5,5 et 8,5		Entre 6 et 8,5	
Critères de surveillance				
Prélèvement	Continue	24 h asservi au débit	Continue	Echantillon moyen représentatif
Fréquence	Tous les jours	1 fois/trimestre	Tous les jours	1 fois/trimestre
Paramètre	MES		MES	
Concentration maximale *	500 mg/l		35 mg/l	
Flux moyen journalier *	70 kg/j			
Critères de surveillance				
Prélèvement	Echantillon moyen représentatif	24 h asservi au débit		Echantillon moyen représentatif
Fréquence	1 fois/semaine	1 fois/trimestre		1 fois/trimestre
Paramètre	DCO			
Concentration maximale *	1 600 mg/l			
Flux moyen journalier *	225 kg/j			
Critères de surveillance				
Prélèvement	Echantillon moyen représentatif	24 h asservi au débit		
Fréquence	1 fois/semaine	1 fois/trimestre		
Paramètre	DBO5			
Concentration maximale *	700 mg/l			
Flux moyen journalier *	98 kg/j			
Critères de surveillance				
Prélèvement	Echantillon moyen représentatif	24 h asservi au débit		
Fréquence	1 fois/mois	1 fois/trimestre		
Paramètre	Hydrocarbures totaux		Hydrocarbures totaux	
Concentration maximale *	10 mg/l		10 mg/l	
Flux moyen journalier *	1,4 kg/j			
Critères de surveillance				
Prélèvement	Echantillon moyen représentatif	24 h asservi au débit		24 h asservi au débit
Fréquence	1 fois/mois	1 fois/trimestre		1 fois/trimestre
Paramètre	Azote total			
Concentration maximale *	30 mg/l			
Flux moyen journalier *	4,5 kg/j			
Critères de surveillance				
Prélèvement	Echantillon moyen représentatif	24 h asservi au débit		
Fréquence	1 fois/mois	1 fois/trimestre		

N° du point de rejet	1 (eaux industrielles)		3 (eaux pluviales)	
	Autosurveillance	Contrôle externe	Autosurveillance	Contrôle externe
Paramètre	Phosphore total			
Concentration maximale *	10 mg/l			
Flux moyen journalier *	1,1 kg/j			
Critères de surveillance				
Prélèvement	Echantillon moyen représentatif	24 h asservi au débit		
Fréquence	1 fois/mois	1 fois/trimestre		
Paramètre	Produits organo chlorés			
Concentration maximale *	0,1 mg/l			
Flux moyen journalier *	14 g/j			
Critères de surveillance				
Prélèvement	Echantillon moyen représentatif	24 h asservi au débit		
Fréquence	1 fois/mois	1 fois/trimestre		

Article 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 :

Sans préjudice des dispositions [de l'article 22](#) et des dispositions particulières à certaines activités prévues [par l'article 33](#) ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle «, sous réserve de la démonstration par l'exploitant de la compatibilité du rejet avec le milieu récepteur et de la protection des intérêts mentionnés [à l'article L. 211-1 du code de l'environnement](#), notamment en ce qui concerne les rejets et prélèvements. »

1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO₅)

Matières en suspension (Code SANDRE:1305)

100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté n'excède pas 15 kg/j,

35 mg/l au-delà,

150 mg/l dans le cas d'une épuration par lagunage.

DBO₅ (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313)

100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 30 kg/j, ce flux est ramené à 15 kg/j

pour les eaux réceptrices visées [par l'article D. 211-10 du code de l'environnement](#),

30 mg/l au-delà.

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE:1314)

300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, ce flux est ramené à 50 kg/j

pour les eaux réceptrices visées [par l'article D. 211-10 du code de l'environnement](#),

125 mg/l au-delà.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation dans les cas suivants :

- lorsqu'il existe une valeur limite exprimée en flux spécifique de pollution,
- lorsque le rejet s'effectue en mer, pour la DBO₅ et la DCO,
- lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO₅ et les MES,
- lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 % pour la DCO, sans toutefois que la concentration dépasse 300 mg/l, et à 90 % pour la DBO₅ et les MES, sans toutefois que la concentration dépasse 100 mg/l.

2 - Azote et phosphore

a) Dispositions générales

Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) (Code SANDRE: 1551)

30 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 80 % pour l'azote pour les installations nouvelles et 70 % pour les installations modifiées.

Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE: 1350)

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 15 kg/j.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 90 % pour le phosphore.

3 - Substances caractéristiques des activités industrielles

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
(1) Indice phénols	-	1440	0,3 mg/l	si le rejet dépasse 3 g/j
(2) Indice cyanures totaux	57-12-5	1390	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
(3) Chrome hexavalent et composés (en Cr ⁶⁺)	18540-29-9	1371	50 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
(4) Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(5) Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j

(6) Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(7) Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(8) Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
(9) Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	1 mg/l	si le rejet dépasse 10 g/j
(10) Etain et ses composés (en Sn)	7440-31-5	1380	2 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
(11) Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	-	7714	5 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
(12) Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j
(13) Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j
(14) Ion fluorure (en F ⁻)	16984-48-8	7073	15 mg/l	si le rejet dépasse 150 g/j

Article 33 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 :

Nonobstant les dispositions [de l'article 22](#), pour certaines activités, les dispositions [de l'article 32](#) sont modifiées conformément aux dispositions présentées ci-après.

[...] 15 - Lavage de citernes

Pour les substances suivantes, les valeurs limites de concentration sont respectées :

	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Toluène	108-88-3	1278	150 µg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j
Xylènes (Somme o,m,p)	1330-20-7	1780	200 µg/l	Si le rejet dépasse 5g/j
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	75-09-2	1168	200µg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j
Ethylbenzène	100-41-4	1497	100µg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j

Article 34 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 :

« Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions.

« L'étude d'impact ou l'étude d'incidence comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude précitée, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau, et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de pollution et les débits raccordés. Les incidences du raccordement sur le fonctionnement de la station, la qualité des boues, et, s'il y a lieu, leur valorisation, sont en particulier étudiées au regard de la présence éventuelle de micropolluants minéraux ou organiques dans les effluents.

« Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas :

- « - MES : 600 mg/l ;
- « - DBO₅ : 800 mg/l ;
- « - DCO : 2 000 mg/l ;
- « - Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;
- « - Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.

« Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieures si l'étude d'impact ou l'étude d'incidence démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement.

« Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle ([2750](#)) ou mixte ([rubrique 2752](#)) dans le cas de rejets de micropolluants.

« En revanche, lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que les macropolluants mentionnés ci-dessus sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel.

« Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la législation des installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation au raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 1331-10 [du code de la santé publique](#), par la collectivité à laquelle appartient le réseau.»

Constats :

Le contrôle inopiné sur les rejets aqueux de la société XPO Tank Cleaning, diligenté par l'Inspection le 28 octobre 2024 a fait l'objet du rapport SOCOTEC référencé EL7P1/24/1016 daté du 12/12/2024.

Ce rapport fait état de dépassements pour les paramètres suivants :

- AOX (970 µg/l pour une VLE de 100 µg/l)
- DBO5 (760 mg/l pour une VLE de 700)
- DCO (1850 mg O2/l pour une VLE de 1600)
- pH de 4,2 (mini 5,5)

Par ailleurs, l'autosurveillance mensuelle de l'exploitant sur l'année 2024 a montré des dépassements des valeurs limites des paramètres visés ci-dessus ainsi que pour l'azote global.

De plus, certains paramètres visés aux articles 32 paragraphe 3 - Substances caractéristiques des activités industrielles, et 33 paragraphe 15 - Lavage de citernes, de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié ne font pas l'objet d'un suivi de la part de l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois